



PRÉFET DE LA MARNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

**AP n° 2017-APC-16-IC
MCM**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**portant constitution des garanties financières pour le parc éolien d'Escardes
exploité par la société Parc Eolien d'Escardes
sur le territoire des communes de Bouchy-Saint-Genest (51310) et d'Escardes (51310)**

le Préfet du département de la Marne

- Vu** le code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1 à R. 516-6 relatifs à la constitution des garanties financières et L. 553-3 et R. 553-1 à R. 553-4 relatifs à la constitution des garanties financières pour l'exploitant d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent,
- Vu** le décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées,
- Vu** le décret n° 2011-985 du 23 août 2011 pris pour application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- Vu** le récépissé accordant le bénéfice de l'antériorité à la société EDP Renewables en date du 25 juillet 2012,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-APC-01-IC du 13 janvier 2014 autorisant la modification du gabarit des éoliennes du parc éolien d'Escardes,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-70 du 18 juin 2015 actant le changement d'exploitant du parc éolien d'Escardes au profit de la société Parc Eolien d'Escardes,
- Vu** la proposition de montant des garanties financières faite par la société Parc Eolien d'Escardes par courrier en date du 21 août 2015,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 août 2016,

- Vu** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites dans sa séance en date du 16 janvier 2017,
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 17 janvier 2017,
- Vu** la lettre adressée le 30 janvier 2017 par le demandeur pour donner son accord sur le présent projet d'arrêté,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DS 2016-094 en date du 18 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Gaudin, Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne ;

Considérant que le parc éolien d'Escardes relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le parc éolien d'Escardes a été mis en service en date du 27 janvier 2015 ;

Considérant qu'en application des articles L. 553-3 et R. 553-3 du code de l'environnement, l'installation est soumise à l'obligation de constitution des garanties financières à compter du 26 août 2015 ;

Considérant que la proposition de montant des garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de Territoires de la Marne,

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

La société Parc Eolien d'Escardes, dont le siège social se trouve à Paris (75012), 40 avenue des Terroirs de France, ci-après dénommée exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien d'Escardes, situé sur le territoire des communes de Bouchy-Saint-Genest (51310) et d'Escardes (51310).

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières sont constituées dans le but de garantir la remise en état du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 553-5 et suivants du code de l'environnement.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent à l'activité définie dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	6 aérogénérateurs dont la hauteur du mât le plus haut est : 80 m Hauteur totale : 130 m Puissance totale installée : 2 MW	A

A : Autorisation

Article 3 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2
Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la société Parc Eolien d'Escardes, s'élève donc à :

Nombre d'éoliennes	Montant de base en €	Total en €	Coef. Multiplicateur	Montant de référence en €
6	50 000	300 000	0,982	294 579

Le coefficient multiplicateur a été défini par :

- un indice TP 01 ($Index_0$) égal à 667,7 (indice de janvier 2011) ;
- un indice TP 01 ($Index_n$) égal à 100 (indice de février 2016 x coef de raccordement 6,5345) ;
- un taux de TVA applicable (TVA_0) de 0,196 ;
- un taux de TVA applicable (TVA_n) de 0,200.

Article 4 : Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré selon les modalités prévues à l'article R. 553-2 du code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Les documents attestant de la constitution des garanties financières sont transmis au Préfet de département au moins trois mois avant chaque échéance prévue par la réglementation en vigueur.

Article 5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant des garanties financières indiqué à l'article 3, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet de département, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation desdites modifications selon les dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Article 7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 dudit code.

Article 8 : Appel des garanties financières

Le Préfet de département peut faire appel et mettre en œuvre les garanties financières dans les conditions prévues par les articles R. 553-2 et R. 553-7 du code de l'environnement.

Article 9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation totale ou partielle de l'exploitation des installations visées à l'article 2 du présent arrêté, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre des dispositions prévues à l'article R.553-8 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de constat de fin de travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

La levée des garanties financières est réalisée selon les conditions prévues par l'article R. 516-5 du code de l'environnement. En application de l'article sus-visé le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 10 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale conformément à l'article R. 553-4 du code de l'environnement selon les modalités définies dans ce même article.

Article 11 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, les mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 13 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie des communes de Bouchy-Saint-Genest et d'Escardes pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des communes de Bouchy-Saint-Genest et d'Escardes feront connaître par procès verbal, adressé à la Préfecture de la Marne l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Parc Eolien d'Escardes.

Article 14 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Parc Eolien d'Escardes, aux maires des communes de Bouchy-Saint-Genest et d'Escardes, ainsi qu'au Sous-préfet d'Epervain.

Châlons-en-Champagne, le

08 FEV. 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Denis GAUDIN

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

